

# CAN 2021 au Cameroun : Samuel Eto'o s'excuse pour l'agression des journalistes

Page 6

## CAN 2021
## Score du jour
Algérie 0-0 Sierra Leone
Nigéria 1 - 0 Egypte
Soudan 0 - 0 Guinée-Bissau

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 12 janvier 2022

7 j/s/7

N°1831 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

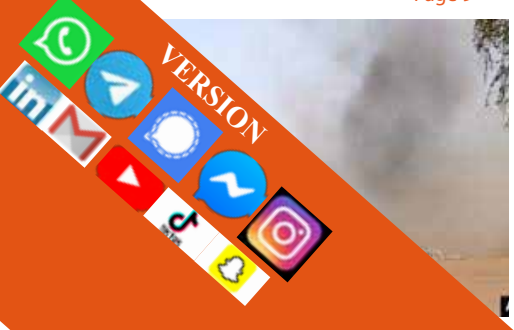
# Le chef de l'OMS dénonce le «blocus médical» du Tigré

Page 8



## Terrorisme : Le Bénin désormais dans l'œil du cyclone ?

Page 9



## Burkina Faso : Arrestation de 8 militaires soupçonnés de préparer un putsch

Page 13



## Sanctions CEDEAO contre le Mali : pour servir les intérêts du syndicat des chefs d'Etats

Page 10



AFRIQUE

# Washington choisit l'ancien ambassadeur américain en Turquie pour gérer les conflits dans la Corne de l'Afrique

**Un diplomate américain chevronné qui a géré des relations turbulentes avec la Turquie a été nommé jeudi pour faire face aux crises au Soudan et en Éthiopie. Il remplace Jeffrey Feltman qui a démissionné de son poste quelques jours après la démission du Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok.**





**Le Front populaire de libération du Tigré, s'était retiré en décembre dans son bastion**

David Satterfield, l'ambassadeur américain sortant en Turquie, deviendra l'envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, a annoncé à l'AFP le secrétaire d'État Antony Blinken.»Les décennies d'expérience diplomatique et de travail de l'ambassadeur Satterfield au milieu de certains des conflits les plus difficiles au monde seront déterminantes dans nos efforts continus pour promouvoir une Corne de l'Afrique pacifique et prospère et faire avancer les intérêts américains dans cette région stratégique», a déclaré Blinken dans un communiqué. Il remplacera Jeffrey Feltman qui a démissionné au moment où il se rendait en Éthiopie dans le but d'encourager les pourparlers de paix afin de mettre fin à plus d'un an de guerre après le retrait des rebelles tigréens. Feltman a eu des «discussions constructives et substantielles» à Addis-Abeba avec le Premier ministre Abiy Ahmed, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, ajoutant que les États-Unis s'efforceront de faire en sorte que «tout élan positif des discussions puisse être rapidement réalisé».”Nous continuons d'appeler à une cessation immédiate des hostilités, à la fin des atrocités contre les droits humains, à un

La suite à la page 3

La suite de la page 2

accès humanitaire sans entrave et à une résolution négociée du conflit".

## Revers au Soudan

Feltman, également un diplomate américain chevronné qui occupait auparavant un poste de direction aux Nations Unies, avait l'intention de servir moins d'un an lorsqu'il a été nommé au début de 2021, a déclaré Blinken. Mais en plus de s'occuper des effusions de sang en Éthiopie, Feltman a été traité sans ménagement en octobre lorsque le dirigeant militaire soudanais, le général Abdel Fattah al-Burhan, a effectué un coup d'État juste après que l'envoyé américain ait quitté le pays sans apparemment aucun avertissement préalable. La démission de Feltman intervient quelques jours après la démission du Premier ministre civil soudanais, Abdalla Hamdok, laissant Burhan le leader incontesté du pays malgré les appels occidentaux à préserver une transition démocratique lancée en 2019.

**Source: AFP**

**K.Fiakofi**

# Visite du président tchadien, Mahamat Idriss Deby auprès de son homologue égyptien, Al-Sissi




**Sur la coopération entre les deux pays, N'Djamena souhaite concrétiser 7 projets**

**En visite officielle au Caire en Égypte, le président du Conseil militaire de Transition, Mahamat Idriss Deby s'est entretenu, le 5 janvier dernier, avec Abdel Fattah Al-Sissi, président de la République Arabe d'Égypte, suivi d'une séance de travail élargie aux délégations. Cette visite officielle s'inscrit dans la dynamique de consolidation des acquis de la coopération bilatérale, selon alwihda info.**

L'Egypte tient à soutenir pleinement le Tchad, au cours de la transition et à renforcer les relations bilatérales qui ont été consolidées sous la présidence d'Idriss Deby, compte tenu du voisinage stratégique des deux pays et de la convergence de leurs vues sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux, a déclaré mercredi le président Abdel Fattah Al-Sissi après sa rencontre avec son homologue tchadien. Cette visite de Mahamat Idriss Deby entre dans le cadre de la modernisation de la coopération bilatérale avec l'Egypte.

M. Deby a profondément apprécié le soutien de l'Egypte au Tchad, durant l'étape actuelle délicate que traverse son pays.

La suite à la page 4

TUNISIE

La suite de la page 3



**De nombreuses questions régionales d'intérêt commun, notamment le dossier libyen, ont fait l'objet d'examen**

Cette visite vise à insuffler une nouvelle dynamique à l'action conjointe pour concrétiser les projets phares de la coopération économique, commerciale et industrielle, qui connaissent un ralentissement en raison du contexte sanitaire et sécuritaire. Le président du CMT a énuméré plusieurs projets qui lui tiennent à cœur. Ce sont entre autres, la construction de zone industrielle tchado-égyptienne de Djarmaya pour la transformation de produits agricoles ; le Développement du secteur Minier dans cinq blocs au Tchad ; et l'exploration de pétrole et du gaz dans le bassin d'Erdi , rapporte Alwihda info.

Source : Alwihda Info; Organisme général d'information égyptien

**Pierre Oued.**

# Inquiétude des proches de l'ex ministre Bhiri suite à son arrestation

**Reçue sur les antennes de la télévision française France 24, Saïda Akremi, l'épouse de l'ex-ministre tunisien de la Justice et vice-président d'Ennahda, Noureddine Bhiri, arrêté le 31 décembre et hospitalisé depuis, a dénoncé les conditions de son interpellation qu'elle qualifie de** «kidnapping»**. L'avocate de profession rend** «responsable» **le président tunisien Kaïs Saïed de la situation dans laquelle se trouve son mari.**

«Mon mari a été kidnappé, il est toujours séquestré illégalement et je le considère comme porté disparu puisque je n'ai aucune information sur son sort», a accusé Saïda Akremi, épouse de l'ex-ministre tunisien de la Justice Noureddine Bhiri, invitée mardi 4 janvier de l'émission «Entretien» sur l'antenne arabophone de France 24. L'homme politique âgé de 63 ans, vice-président du parti islamiste Ennahda, rappelle ce média, avait été arrêté le matin du 31 décembre dernier par des hommes en civil devant son domicile, et conduit vers un lieu inconnu. Le ministre tunisien de l'Intérieur Taoufik Charfeddine a justifié lundi l'arrestation de Noureddine Bhiri, par *«des soupçons de terrorisme dans le dossier»*, assurant que ce dernier est hospitalisé parce qu'il refuse toute alimentation et médicaments, et qu'il est *«bien traité»*. Selon une délégation de l'Instance de prévention de la torture (INPT, autorité indépendante) et du Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme qui lui a rendu visite, Noureddine Bhiri est hospitalisé depuis dimanche «sous surveillance rapprochée en cardiologie» à Bizerte (nord), car il est atteint de plusieurs maladies chroniques, diabète et hypertension, notamment. Six jours après son arrestation, il refuse toujours «toute nourriture et de prendre ses médicaments», a indiqué mercredi Abderrazk Kilani, un membre de son comité de défense, ajoutant que l'ancien ministre souffrait désormais de «problèmes rénaux». «L'état de santé de mon mari est fragile, or

La suite à la page 5

TUNISIE

La suite de la page 4



**L'ex-ministre tunisien de la Justice et vice-président d'Ennahda, Noureddine Bhiri a, selon ses proches, été arrêté le 31 décembre 2021**




**Son épouse, l'avocate Saïda Akremi, a dénoncé une arrestation arbitraire et violente**

depuis son enlèvement, il refuse de se nourrir et de prendre ses nombreux médicaments», a confié Saïda Akremi à France 24, alors que le parti Ennahda a annoncé lundi que Noureddine Bhiri était en grève de la faim. *«Il est entre la vie et la mort, et je rends responsable de sa vie le président Kaïs Saïed et le ministre de l'Intérieur Taoufik Charfeddine, ainsi que tous ceux qui ont pris la décision de l'enlever et l'ont appliquée»*, a-t-elle martelé.

## les autorités tunisiennes se défendent

Le ministre de l'Intérieur a indiqué à la presse avoir proposé à l'épouse de Noureddine Bhiri de lui rendre visite, accompagnée de son médecin traitant, ce que celle-ci a refusé, selon lui. Une version que conteste Saïda Akremi, avocate de profession. *«C'est un mensonge, ce ministre ne m'a jamais contactée»*, a-t-elle insisté au cours de l'émission. Saïda Akremi demande la *«stricte»* application de la loi et explique avoir porté plainte contre Taoufik Charfeddine. De son côté, Samir Dilou, avocat et député d'Ennahdha, a affirmé devant la presse lundi que l'arrestation de Noureddine Bhiri était *«une affaire politique et une instrumentalisation de la justice»*, annonçant une plainte pour «kidnapping» contre le président et le ministre de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur a indiqué de son côté avoir respecté la législation tunisienne. Il a également assuré avoir «veillé personnellement à ce que *(Noureddine Bhiri) soit bien traité»*. Puis de déclarer: *«Nous avons fait notre devoir sécuritaire, légal et humain»*. Ennahda, rapporte France 24, est au cœur d'un bras de fer avec le président Kaïs Saïed depuis son coup de force du 25 juillet et sa décision de suspendre le Parlement, que ce parti contrôlait depuis une dizaine d'années. Les décisions du chef de l'État ont été qualifiées de *«coup d'État»* par Ennahda et plusieurs opposants, tandis que des ONG nationales et internationales ont dit redouter une dérive autoritaire.

**Abdoul Karim TAPSOBA**

SPORT

# CAN 2022/ Samuel Eto'o s'excuse pour l'agression des journalistes algériens, Abel Mbengue accuse

**Trois journalistes algériens, venus couvrir la Coupe d'Afrique des Nations au Cameroun, ont été victimes d'une agression à l'arme blanche à Douala. Une agression qui a suscité l'indignation des instances du football. Si de son côté Abel Mbengue, président de la commission communication du COCAN, trouve que ces journalistes ont été imprudents, le président de la Fédération camerounaise de football, lui, a présenté des excuses au nom de son pays.**



**L'un d'eux a reçu deux coups de couteau au dos et à la jambe, en sortant de son hôtel. Les assaillants ont pu subtiliser, entre autres, un passeport et trois téléphones.**

Présent au Cameroun pour assurer la couverture de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), les journalistes Mohammed Amokrane, 39 ans, Dahak Mehdi Amaziga, 41 ans et Aissani Mohamed , 43 ans, ont été victimes, le dimanche 09 janvier 2022, ont été agressés à l'arme blanche pendant qu'ils se rendaient vers une supérette située près de leur lieu d'hébergement, au quartier New-Bell, dans l'arrondissement de Douala 2ème, à Douala. Cet acte ignoble dont a fait l'objet ces trois journalistes, a créé de vives réactions venant d'un peu partout en signe de condamnation de l'acte.

En réaction à cet acte qui ne fait pas honneur au Cameroun, Samuel Eto'o, président de la Fédération camerounaise de foot (Fecafoot) a condamné cet acte et présenté ses excuses au nom du peuple camerounais dans un discours le lundi 10 janvier 2022, a indiqué le site daily News Cameroon. «Nos chers frères journalistes, je tiens à vous présenter nos sincères excuses parce que certains de nos frères ont été agressés à Douala. Je vous demande humblement de dire à ces frères que nous demandons pardon. Ce n'est pas l'hospitalité camerounaise. Je vous prie de leur demander pardon et de leur dire qu'ils sont chez eux», a clamé l'ex-légende du FC Barcelone. Et de poursuivre: «nous allons saisir notre ministre et toutes nos autorités pour

La suite à la page 7

SPORT

La suite de la page 6



**Le président de la Fédération camerounaise (Fecafoot), Samuel Eto'o, en compagnie du président de la Fédération algérienne, Charaf-Eddine Amara, lors de la conférence de presse**



**Abel Mbengue Moussy, président de la commission communication de la CAN**

leur dire que nos frères sont dans notre pays et ils doivent se sentir en sécurité comme s'ils étaient à Alger. (…) Que Dieu vous bénisse et que votre séjour se passe de la meilleure des *manières chez vous au Cameroun».*

## 'Les membres dudit groupe…ont privilégié un hôtel non retenu par le COCAN"

Si cette agression des journalistes algériens est condamnable, Abel Mbengue, le président de la commission communication du COCAN, lui par contre, trouve que la responsabilité de leur agression leur est imputable. En effet, selon daily News Cameroon, le président de la commission communication Abel Mbengue Moussy, a dans un communiqué publié, le 10 Janvier 2022, accusé les victimes de l'attaque d'avoir violé les consignes de sécurité en s'installant dans un hôtel situé dans une zone potentiellement criminogène. « *Sur la base des investigations avérées qui ont été promptement diligentées par les services compétents, il apparaît que ledit groupe de journalistes a enfreint les dispositions pertinentes du cahier de charges et de l'accord-cadre mutuellement validées par le COCAN et la CAF en matière d'hébergement, de sûreté et communiquées aux délégations des pays qualifiés et des journalistes accrédités. Les membres dudit groupe ont privilégié un hôtel dans les environs de la prison centrale de New-Bell, non retenu par le COCAN et validé par la CAF »*, a écrit l'ancien chef de presse de la Confédération africaine de Football.

Se saisissant de cette occasion, le COCAN a lancé un appel aux délégations et autres visiteurs sur tous les sites de compétition répartis à travers le territoire national *« à se conformer à toutes les mesures de précaution et de sécurité qui sont universellement prises à l'occasion des grands événements sportifs ».*

**Roseline BADO**

ETHIOPIE

# Le chef de l'OMS dénonce le «blocus médical» du Tigré

**Le Tigré se trouve depuis plusieurs mois au cœur d'une grave crise humanitaire, selon les Nations unies, alors que l'aide internationale peine à parvenir à cette région du nord de l'Ethiopie en raison de nombreux retards et obstacles administratifs.**



**Pour le chef de l'OMS, le monde a besoin de la santé pour la paix et de la paix pour la santé**

Selon ONU Info, le chef de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a appelé le jeudi 06 janvier 2022, les autorités éthiopiennes à garantir un accès humanitaire sans entraves au Tigré. Un plaidoyer en faveur de sa région natale, ravagée depuis un an par un conflit avec Addis-Abeba. En effet, si l'agence sanitaire mondiale de l'ONU a pu expédier 14 tonnes de fournitures médicales à Afar et 70 tonnes à Amhara en décembre, cette ouverture ne touche pas la région éthiopienne du Tigré.

« Au Tigré, l'OMS n'a pas été autorisée à livrer des fournitures médicales depuis la mi-juillet de l'année dernière », malgré les demandes répétées de l'OMS de fournir du matériel médical à la région du Tigré, qui permettrait de répondre à certains des besoins humanitaires et sanitaires de cette région, a fait valoir le Directeur général de l'OMS lors d'un point de presse à Genève.

« Ceux qui œuvrent pour la paix sont les héros dont l'histoire se souvient »

Pour le chef de l'OMS, le monde a besoin de la santé pour la paix et de la paix pour la santé. « Pour instaurer la confiance et sauver des vies, un bon point de départ est de veiller à ce que les couloirs humanitaires et sanitaires soient ouverts dans toutes les zones de conflit afin que les agences internationales et les groupes de la société civile puissent faire ce qu'ils font le mieux : sauver des vies », a affirmé le Dr. Tedros.

Il a ajouté que même en Syrie, au Soudan du Sud, au Yémen, l'OMS a pu sauver des vies. « *Au début de la conférence de presse, j'ai dit que la nouvelle année était un moment de renouveau* », a-t-il dit, invitant de manière générale, tous les dirigeants et les principales parties prenantes aux conflits à se souvenir que « ceux qui œuvrent pour la paix sont les héros dont l'*histoire se souvient* ».

**Fatimata COMPAORE**

SECURITÉ

# Terrorisme : Le Bénin désormais dans l'œil du cyclone terroriste?

**D'après le quotidien français, *Le Figaro* qui cite l'Agence France Presse (AFP), au moins deux soldats béninois sont morts jeudi dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans le nord-ouest du Bénin, près de la frontière avec le Burkina Faso. Dans le nord, l'armée a été la cible, début décembre, de deux attaques djihadistes qualifiées d'**«ignobles» **par le président Patrice Talon, les premières reconnues officiellement par les autorités.**



**Depuis quelques temps, le Bénin est la cible des attaques parfois violentes et sanglantes d'individus armés non identifiés**

Jeudi, selon *Le Figaro*, un véhicule militaire a déclenché un engin explosif dans le département de l'Atacora, près du parc de la Pendjari où deux touristes français avaient été enlevés en 2019 par des bandits. «Un militaire est décédé sur place, un second a rendu l›âme à l›hôpital et un troisième est dans un état *critique. Il y a également eu d'autres blessés»*, a affirmé à l'AFP un haut responsable militaire sous couvert de l'anonymat. Un autre officier, joint par téléphone, a confirmé «la mort de deux soldats», précisant qu'il «ne s›agit pas d›une attaque, mais *d'un véhicule militaire qui a sauté sur une mine artisanale alors qu'il allait faire une opération»*. Pour l'heure, constate le quotidien français, le gouvernement et l'armée n'ont pas fait de déclaration officielle. Moyizou Tourare, un habitant de Tanguiéta, localité où est survenu le drame, a également affirmé à l'AFP qu'«un véhicule de l›armée a explosé sur une mine non loin du parc de la *Pendjari*».

## Les attaques persistent mais les autorités rassurent

«Le véhicule est complètement détruit et irrécupérable», a-t-il ajouté, sans pouvoir dire si l'explosion a fait des victimes. Ce nouvel incident, précise ce média, intervient huit jours après une déclaration du président Talon devant le Parlement, assurant que le Bénin allait «renforcer» son dispositif militaire pour tenter de mettre fin aux incursions de djihadistes venus du Niger et du Burkina Faso voisins. «Depuis deux ans au moins, nous avons déployé un important dispositif de prévention dans nos communes *frontalières*

La suite à la page 10

La suite de la page 9

*où la menace terroriste (...) est forte»*, a-t-il dit, évoquant «une situation préoccupante». Le 2 décembre dernier, rappelle cette source, deux militaires ont été tués par des djihadistes vers Porga, dans le département de l'Atacora, à la frontière avec le Burkina Faso. La veille, des djihadistes avaient attaqué des militaires dans le département voisin de l'Alibori. En février 2020, des hommes armés avaient attaqué un poste de police dans un village proche de la frontière avec le Burkina, faisant un mort. Les autorités avaient alors parlé d'une attaque de «braconniers». Un an plus tôt, deux touristes français avaient été enlevés par des bandits dans le parc de la Pendjari, avant d'être «revendus» à des groupes djihadistes au Burkina Faso voisin. Leur guide avait été assassiné, a conclu ce média.

**Abdoul Karim TAPSOBA**

# Sanctions CEDEAO contre le Mali : pour servir les intérêts du syndicat des chefs d'Etats

**Les sanctions prises par les Chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sous la présidence du président ghanéen, Nana Akuffo-Addo, ont créé une vague d'indignation chez les peuples des pays de l'organisation régionale. Des voix s'élèvent un peu partout dans l'espace CEDEAO pour soutenir le peuple malien et ou sa junte au pouvoir, condamner des décisions jugées "aberrantes et honteuses", "injustes et inhumaines" et même "dictées" par l'Occident, la France notamment.**

Les Maliens ont foi en leur junte militaire et tiennent à leur souveraineté, leur existence et leur indépendance. Face aux sanctions de la CEDEAO, ils se mobilisent et demandent au Colonel Goïta, président de la transition, de répondre coup pour coup aux sanctions de la CEDEAO que sont : la fermeture des frontières du Mali avec les pays membres de la Cédéao, le gel des actifs maliens au sein de la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest, la suspension des transactions sauf pour les produits de première nécessité et pharmaceutiques, la coupure des aides financières, le rappel des ambassadeurs des pays membres au Mali. Tout cela pour contraindre la junte au pouvoir à renoncer à prolonger la durée de la transition et organiser les élections. Des sanctions dont on a du mal à comprendre l'utilité pour la CEDEAO et l'apport à la résolution du problème malien. L'on se demande bien ce qui a inspiré les chefs d'Etat de la CEDEAO à Accra le 9 janvier dernier pour prendre les sanctions contre le Mali que les populations des pays de la CEDEAO condamnent sans cesse. Que se cache-t-il véritablement derrière ces sanctions? Contraindre seulement la junte militaire à se plier aux injonctions de la CEDEAO quant à l'organisation des élections prochaines au Mali, affaiblir

La suite à la page 11

La suite de la page 10



**Le colonel Assimi Goïta**

davantage le Mali ou servir les intérêts du syndicat des chefs d'Etats de la CEDEAO? Dans le principe du rejet des coups d'Etat, on peut donner carte blanche à la CEDEAO de bander les muscles contre les auteurs de putschs et les obliger à des transitions relativement acceptables dans la durée, comme elle le souhaite pour le cas du Mali. Mais, a-t-elle suffisamment examiné la situation du Mali avant de prendre les sanctions? Ce pays est confronté à la crise sécuritaire depuis une décennie, rendant l'Etat quasi inexistant et compromettant dangereusement la paix, la cohésion sociale, le vivre ensemble dans la paix. Qu'a fait la CEDEAO pour éviter au Mali de sombrer dans l'abîme terroriste? Le cas du Mali est singulier, au regard de la quasi-partition du pays en deux, à cause du terrorisme rampant, précédé de l'irrédentisme touareg au Nord du pays, rendant le pays ingouvernable dans son intégrité et compromettant son développement. Cela, malgré l'appui militaire français d'alors (La force Barkhane, suivie de la force européenne Takuba) et les troupes militaires du G5 Sahel opérant dans les pays du Sahel, notamment dans le triangle des 3 frontières Mali-Burkia-Niger. La junte est arrivée au pouvoir par la force des choses, à un moment où l'Etat malien était déliquescent, face à la puissance de feu des terroristes. Si la junte a eu la bénédiction et l'accompagnement d'une grande partie des populations pour dérouler son agenda , elle a su se faire une sorte de légitimité en organisant les assises nationales de la refondation de l'Etat malien au cours desquelles toutes les entités socio-professionnelles et politiques se sont prononcées en faveur de la prolongation de la Transition. Pour avoir vécu le calvaire d'une vie qui s'accomode du terrorisme et ses impacts pendant une décennie presque, qui mieux que le peuple malien sait ce qu'il lui faut pour sortir le pays de l'ornière? Si le peuple a validé le chronogramme de la junte pour un retour à l'ordre constitutionnel normal, quel intérêt la CEDEAO a-t-elle à ramer à contre courant du peuple malien? Précipiter l'organisation des élections générales au Mali garantit-il la stabilité politique du Mali ou la qualité des futurs dirigeants ? Comment voudrait-elle qu'on s'y prenne alors que le Mali est en proie à la pire activité terroriste sur son sol, sans même que cette CEDEAO n'envoie de troupes militaires à la rescousse du pays martyr de Soundiata Kéita?

## Incohérences de la CEDEAO

La même CEDEAO est restée presque muette comme une carpe, pendant que les

La suite à la page 12

La suite de la page 11

présidents ADO de la Côte d'ivoire et Alpha Condé de la Guinée, tous en fin de leur second mandat en son temps, ont tripatouillé leur constitution pour briguer chacun un troisième mandat illégal avec des conséquences terribles pour les deux pays. On sait le nombre de morts en Côte d'ivoire et la crise socio-politique causée par le troisième mandat d'ADO dans ce pays où nul ne sait de quoi la fin du mandat sera fait, sans compter les conséquences d'un tel putsch constitutionnel à l'avenir. Dans le cas de la Guinée, Alpha Condé est tombé et la junte dirigée par Mamadi Doumbouya est à l'œuvre. Que dit la CEDEAO du cas guinéen? On se perd dans le syndicalisme intéressé des chefs d'Etat de la CEDEAO, prompt à prendre des sanctions, qui utilisent l'organisation pour protéger leur pouvoir contre les peuples et imposer souvent à ces mêmes peuples leurs désidératas. Ce qu'elle a fait au Mali est absurde, moins réfléchi et inefficace. Le Mali n'a pas besoin d'un double affaiblissement, il a besoin du concours de la CEDEAO pour se sortir du bourbier terroriste, comme le Burkina d'ailleurs ainsi que le Niger et les autres pays du champ terroriste. Toute autre logique est vaine et égoïste, moins africaine et reste une imposture aux yeux de la jeunese africaine, avenir du continent noir. La CEDEAO doit vite se ressaisir et accompagner le peuple malien au lieu de vouloir l'enterrer vivant.

**L S**

# Namsiguia, une prison à ciel ouvert, dixit Abdoul Karim Sawadogo



**"A Namsiguia, ceux qui nous sont si chers sont aujourd'hui comme des naufragés en pleine mer, dixit Abdoul Karim Sawadogo**

**Le président d'honneur de l'association pour le Développement de Namsiguia (province du Bam) et villages environnants, Abdoul Karim Sawadogo, et d'autres membres de l'association étaient face à la presse, le lundi 10 janvier 2022 à Ouagadougou pour alerter sur la situation d'insécurité alarmante qui prévaut à Namsiguia.**

Selon Abdoul Karim Sawadogo, Namsiguia situé dans la commune de Bourzanga, province du Bam est dans "le viseur des terroristes qui la considèrent comme le verrou à sauter pour mieux s'implanter dans la zone et étendre leur emprise aussi bien dans le Bam que dans le Soum. Les terroristes, pour atteindre leur but, multiplient les attaques sur le village. En effet, depuis début décembre 2021, les attaques sont quasi quotidiennes et tragiques ou mortelles, avec le vol de bétail, des enlèvements, selon les conférenciers. Namsiguia a connu le plus grand nombre d'attaques de la province de Bam, selon eux. A la date du 5 janvier 2022, elle a enregistré sa 30e attaque", a indiqué le président d'honneur de l'Association pour le développement de Namsiguia et Villages environnants, Abdoul Karim Sawadogo.

La suite à la page 13

La suite de la page 12

Pour loin, dit-il, "les populations n'ont pas accès à leurs champs ni au point d'eau de Kourao pour le maraîchage (...) les puits et même les forages dans les quartiers périphériques sont interdits d'accès par des terroristes". Il est "impossible (pour les populations de Namsiguia) d'aller au chef-lieu Bourzanga du fait du blocus des terroristes à Kaifaye situé à 2 km où ils contrôlent les cars et les camions et enlèvent les ressortissants de Namsiguia". Ils avancent que " la quasi-totalité des camions refusent de ravitailler la ville mais poursuivent leur trajet jusqu'à Djibo visiblement sans encombres. Même situation incompréhensible pour les cas de transport en commun qui refusent de prendre les ressortissants de Namsiguia alors qu'ils traversent la ville pour aller à Djibo". Pourquoi refusent-ils qu'ils embarquent à bord les gens de Namsiguia, s'est interrogé Abdoul Karim Sawadogo? A cette question, les chauffeurs répondent que "ce sont les terroristes contrôlant l'axe routier qui le leur interdisent", rappellent les conférenciers pour qui le statu quo demeure à Namsiguia

**Lucien DAKISSAGA**

# Arrestation de 8 militaires soupçonnés de préparer un putsch



**Le lieutenant colonel mis en cause**

Le parquet militaire, a, dans un communiqué, annoncé l'interpellation de 08 militaires, le mardi 11 janvier 2022. Cette arrestation s'est faite sur la base de soupçons de tentative de déstabilisation des institutions du Faso, par ces derniers. *"Une suite sera donnée à cette procédure conformément aux règles de procédure dans le strict respect de la présomption d'innocence et du droit de la défense"*, à précisé le communiqué du parquet. Selon Jeune Afrique, le lieutenant-colonel Emmanuel Zoungrana, ancien chef de corps du 12e régiment d'infanterie commando, relevé de ses fonctions en décembre 2021, fait partie du groupe de militaire interpellé.

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Soudan : L'ONU lance des discussions pour résoudre la crise politique



Selon TV5 Monde, l'émissaire de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, a annoncé le lancement, le lundi 10 janvier 2022, des discussions indirectes avec les parties civile et militaire soudanaises pour tenter de résoudre la crise déclenchée par le coup d'Etat du 25 octobre. Les discussions seront dans un premier temps des entretiens «individuels» entre l'ONU et des acteurs soudanais. Les pourparlers «visent à aider les Soudanais à parvenir à un accord sur une sortie de crise», a déclaré, Volker Perthes, lors d'une conférence de presse à Khartoum. Les discussions devraient inclure des acteurs sociaux et politiques ainsi que des organisations de la société civile, des groupes armés et des organisations de femmes.

## Egypte : Abu Dhabi Islamic Bank augmente le capital de sa société de crédit à la consommation




Abu Dhabi Islamic Bank-Egypt, banque universelle de premier plan entièrement conforme à la charia, cité par Financial Afrik, a annoncé, dimanche 9 janvier 2022, qu'elle a procédé à l'augmentation du capital de sa société de crédit à la consommation dénommée ADI-CF. Passant de 10 millions EGP (638547.46 USD) à 30 millions EGP (2 millions USD), soit une hausse de 200 %. « *Le lancement de l'ADI-CF est une étape charnière et une réalisation importante pour la banque sur le marché égyptien et reflète également ses ambitions stratégiques de renforcer et de soutenir sa position, (...)* », a déclaré Mohamed Ali, président directeur général d'ADIB Égypte, cité par notre source.

## Mauritanie : Augmentation de la production d'énergies renouvelables



La Mauritanie prend des engagements pour lutter contre le changement climatique, parmi lesquels l'augmentation de sa production d'énergies renouvelables, a annoncé Euronews. Situé à l'ouest du continent africain et possédant un littoral de 700 kilomètres de long, le pays bénéficie d'une exposition constante au soleil et d'une vitesse de vent optimale. Pour l'agence des nations unies pour les énergies renouvelables, le potentiel de production de ces énergies de la Mauritanie s'élève à 4000 gigawatts. Nouakchott, la capitale, a besoin de quatre centrales principales dont une éolienne située en périphérie ainsi que d'un parc solaire pour répondre à ses besoins énergétiques.

## Maroc/ Exploration gazière : Découverte «significative» de gaz au large de Larache

L'explorateur gazier Chariot Oil & Gas a annoncé, lundi 10 janvier 2021, une découverte «significative» de gaz au large de Larache, a rapporté Maroc Hebdo. Le groupe britannique a déclaré que le puits d'évaluation et d'exploration Anchois-2, situé dans la licence Lixus, disposerait de réservoirs considérables de haute qualité de gaz, sans donner des détails sur la consistance de ces réservoirs, a indiqué notre source.



# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Egypte : Lancement d'un portail de gestion des portemonnaies électroniques




Selon Ecofin, la Banque centrale d'Egypte, a approuvé le lancement, en coopération avec l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (NTRA), d'un portail sur Internet (e-portail) qui permettra de gérer les portemonnaies via le téléphone portable. Avec cette plateforme, les utilisateurs pourront effectuer une demande de renseignement sur tout portemonnaie électronique enregistré, avec leurs numéros de téléphone mobile, ainsi que se désinscrire du portemonnaie gratuitement, et sans avoir à se rendre à l'agence en vue de changer de fournisseur de services, a précisé notre source.

## Égypte : L'inflation accélère à 6,5% en décembre



Selon l'Agence Anadolu, le taux d'inflation annuel en Égypte s'est accéléré à 6,5% en décembre dernier, contre 6,2% en novembre. L'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques a déclaré dans un communiqué, lundi 10 janvier 2022, que l'inflation annuelle est causée par la hausse des prix d'articles des secteurs de l'alimentation et des boissons (+9,7%), des transports et communications (+4,1%), et de l'éducation (+13,9%). Le coût du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et du carburant a augmenté sur une base annuelle de 4,8%. Les biens et services divers de 3,3% et les vêtements et chaussures de 3,1%.

## Mauritanie : Mohamed Ould Abdelaziz de nouveau assigné à résidence



Depuis qu'il a quitté le Centre national de cardiologie, Mohamed Ould Abdelaziz est placé en résidence surveillée dans sa villa du quartier des Bourses (Soukouk), à Nouakchott, a rapporté Jeune Afrique. Cette décision a été prise, le 7 janvier 2022, par le juge d'instruction, qui s'est basé sur le rapport médical établi à l'issue d'une période d'observation par les trois spécialistes qui suivent l'ancien président. Chez lui, Ould Abdelaziz est soumis aux mêmes règles que celles qui prévalaient avant son arrestation, lorsqu'il était déjà assigné à résidence, a ajouté notre source. Il ne peut se déplacer que pour recevoir des soins et se rendre à la mosquée.

## Maroc : Grâce royale au profit de 637 personnes

À l'occasion de la commémoration de la présentation du Manifeste de l'Indépendance, le Roi Mohammed VI, a grâcié 637 personnes condamnées par différents tribunaux du Royaume, annonce le ministère de la Justice dans un communiqué, cité par lereporter.ma. Les bénéficiaires de la grâce royale, qui sont en détention, sont au nombre de 500 détenus, a précisé notre source.



# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Tunisie : Ouverture d'une enquête sur les circonstances du décès de Jilani Dabboussi



Le porte-parole de la Cour d'appel de Tunis, Habib Torkhani, a révélé, le lundi 10 janvier 2022, qu'une enquête sur les circonstances du décès de l'homme d'affaires Jilani Dabboussi, a été ouverte, a rapporté Realites Online. L'enquête a été ouverte, pour tentative de meurtre avec préméditation, torture et mauvais traitement, par le procureur de la République près le tribunal de première instance de Tunis, a indiqué notre source. Rappelons que l'ancien député élu de 1981 à 1986 sous le règne de Bourguiba, puis en 1989 sous celui de Ben Ali, est mort subitement, le 8 mai 2014, quelques heures après sa sortie de prison, où il a dû passer 31 mois d'incarcération sans procès.

## RDC : Perpétuité pour les policiers coupables de la mort de Rossy Mukendi en 2018, sous Kabila




La justice militaire a condamné, le lundi 10 janvier 2021, à perpétuité et rayé des cadres deux policiers, dont un officier supérieur, pour le meurtre en février 2018 du militant Rossy Mukendi, a rapporté RFI. Les deux condamnés doivent également payer ensemble (solidairement), 125 000 dollars de dommages et intérêts, une somme que la famille de la victime a trouvé dérisoire. En rappel, le jeune Rossy Mukendi a été tué devant une paroisse, lors de manifestations, des laïcs catholiques et de l'opposition, pour exiger le départ de Joseph Kabila et l'organisation d'élections dans le délai prévu.

## Ethiopie : Le gouvernement exige le retrait des forces d'Amhara de Wolkait




Le gouvernement éthiopien a demandé à l'Etat régional d'Amhara de retirer ses forces de la zone contestée de Wolkait, a rapporté Apanews. Cet ordre est intervenu après des négociations souterraines présumées avec les dirigeants du TPLF sous la pression supposée des Etats-Unis. Des concertations entre les autorités de l'Etat régional d'Amhara seraient en cours pour décider de la procédure de mise en œuvre de l'ordre du gouvernement éthiopien, a ajouté notre source. A noter que les régions éthiopiennes de Wolkait et de Raya ont été rattachées au Tigré par la force après la prise de pouvoir du Front populaire de libération du peuple Tigré (TPLF) en 1991

## Ile Maurice : Un centre dédié aux instruments de musique traditionnels ouvre ses portes

L'association «Claw Art» veut promouvoir le patrimoine musical de l'Ile Maurice, grâce à un atelier de fabrication et de réparation d'instruments traditionnels mauriciens, comme la ravanne, la maravanne, a rapporté France Musique. L'association «Claw Art» est actuellement à la recherche de soutiens financiers pour permettre la rénovation d'un bâtiment qui abritera à terme le musée et l'école de musique, a précisé notre source.



# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Afrique : Plus de 10 millions de cas de covid au total enregistrés



L'Afrique a enregistré au total plus de 10 millions de cas de coronavirus, selon les chiffres de l'Observatoire de la santé de l'Union africaine, cité par l'AFP. Les données publiées par les Centres africains de contrôle des maladies (CDC) ont montré qu'à la date du samedi 08 janvier 2022, 10 028 508 cas avaient été signalés par les 55 États membres de l'Union africaine depuis le début de la pandémie. Au total, 231 157 décès ont été enregistrés, a indiqué le CDC. Les infections ont grimpé, depuis la découverte de la variante hautement contagieuse d'Omicron en Afrique du Sud fin novembre, incitant plusieurs pays du continent à imposer de nouvelles restrictions.

## Ethiopie : La Commission de l'Union africaine salue la libération d'importantes personnalités politiques de l'opposition



Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a salué, samedi dernier, la libération d'importantes personnalités politiques de l'opposition détenues en Ethiopie. «*Le président se félicite de cet important geste d'apaisement de la situation politique en Ethiopie*», selon un communiqué de l'Union africaine. Le communiqué a été publié après que le gouvernement éthiopien ait libéré, vendredi 07 janvier 2022, des membres de partis d'opposition importants ou de haut rang emprisonnés ces dernières années.

## Mali : Goïta appelle les Maliens à l'unité




Le Président malien de la Transition, le colonel Assimi Goïta, a invité, lundi dernier, tous les Maliens sans exclusive au rassemblement, lors d'une adresse à la nation pour faire face aux sanctions prononcées par la CEDEAO et l'UEMOA, le 9 janvier 2022. « *L'heure est au rassemblement de tous les Maliens sans exclusive pour réaffirmer nos positions de principe et défendre notre patrie. Chaque Malienne, chaque Malien où qu'il se trouve, doit se comporter en défenseur des intérêts supérieurs du Mali. Nous mesurons la gravité de la situation* », a déclaré le président de la Transition, Assimi Goïta, cité par l'Agence Anadolu.

## Le Zimbabwe doit près de 2,8 milliards de rands aux compagnies aériennes internationales

Le Zimbabwe doit à South African Airways (SAA) et à d'autres compagnies aériennes internationales un total de 177,6 millions de dollars (environ 2,78 milliards de rands), en fonds qui n'ont pas pu être rapatriés, a rapporté News24. Le Zimbabwe est confronté à des pénuries de devises étrangères depuis 2016, ce qui empêche les institutions et les particuliers exposés à la dette extérieure de rapatrier de l'argent hors du pays d'Afrique australe, a précisé notre source.



# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Les dirigeants somaliens exhortés à mettre en œuvre un nouvel accord électoral



Les dirigeants somaliens ont convenu de conclure les élections législatives et présidentielles longtemps retardées, d'ici le 25 février. Les partenaires internationaux de la Somalie ont salué, lundi dernier, l'accord. Mais une impasse politique entre le président et le Premier ministre rend certains Somaliens encore sceptiques. Selon Mohamed Ibrahim Moalimu, le porte-parole du Premier ministre, toutes les personnes impliquées dans le processus électoral doivent respecter les règles, afin d'aller de l'avant, a indiqué hiiraan online.

## CAN 2022 : Ayew est confiant que le Ghana progressera



Andre Dede Ayew, capitaine des Black Stars, a assuré aux Ghanéens que l'équipe passerait à la prochaine étape du tournoi de la Coupe d'Afrique des nations (AFCON) 2021, malgré la défaite contre le Maroc, lundi 10 janvier 2022. Le Marocain Sofiane Boufal a marqué à la 83e minute pour offrir au Maroc la victoire vitale. Dede Ayew, après le match, a exprimé sa déception lors de son premier match, mais pense que les Black Stars vont rebondir aux prochains matchs contre le Gabon et les Comores, pour se qualifier pour la prochaine étape du tournoi, a indiqué newsghana.com.

## Cameroun 2022 : La CAF demande l'ouverture d'une enquête après l'agression de trois journalistes algériens



La Confédération africaine de football (CAF) a condamné, lundi 10 janvier 2022, l'agression de trois journalistes algériens à Douala et a demandé l'ouverture d'une enquête, a indiqué l'Agence Anadolu. L'instance de football africaine a invité les autorités camerounaises « *à tout mettre en œuvre pour faire la lumière sur cette affaire et a demandé l'ouverture immédiate d'une enquête* ». Les trois journalistes algériens ont été légèrement blessés et délestés de leurs téléphones portables.

## L'envoyée de l'ONU se félicite de la réunion des chefs militaires libyens

L'envoyée des Nations Unies, Stephanie Williams, a salué, samedi dernier, une réunion entre le chef militaire du gouvernement intérimaire libyen et celui de l'armée, basée dans l'est du pays, réitérant le soutien de l'ONU à une résolution pacifique du conflit de longue date dans le pays. «*Je réitère le soutien des Nations Unies à tous les efforts déployés à différents niveaux pour unifier l'institution militaire*», a-t-elle écrit sur Twitter.



# Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
Site web www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA

Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21 +226 61 08 03 03 +226 64 20 00 26



**Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques**

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info